

Stratégie de Passation des Marchés pour la composante Assistance Technique du Programme axé sur les résultats pour Le Renforcement du Système Educatif Primaire

Table des matières

SIGLES ET ACRONYMES	2
RÉSUMÉ DU PPSD POUR LE PAD	4
1 Aperçu du projet	5
1.1 Description du Projet :	5
2 Aperçu du Pays, de l’Emprunteur et du Marché	9
2.1 Présentation sommaire du pays, de l’emprunteur et du marché	9
2.1.1 Contexte opérationnel	9
3 Évaluation de l’expérience antérieure, de la capacité de l’Emprunteur et de l’Unité de Gestion du Projet (UGP)	14
3.1 Expérience.....	14
3.2 Capacités et aptitudes pour la gestion des contrats	16
3.3 Systèmes de gestion des plaintes et de résolution de conflits	16
3.4 Conclusions clés	17
4 Analyse du marché	17
4.1 Dynamique du secteur du marché	17
4.2 Tendances en matière d’approvisionnement	18
4.3 Conclusions clés	18
4.4 Analyse SWOT	19
4.5 Analyse des risques liés à la passation des marchés	20
5 Objectifs de la Passation des marchés	21
5.1 Approche de la passation des marchés recommandée pour le Projet :	21

SIGLES ET ACRONYMES

AMI	Avis à Manifestation d'Intérêt
ANRMP	Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics
AT	Assistance Technique
AVI	Agent de Vérification Independent
BCPENA	Bureau de Coordination des Projets de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation
Bm	Banque mondiale
CGES	Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
CI	Côte d'Ivoire
COP	Contrat d'Objectifs et de Performance
CoPil	Comité de Pilotage
CoTech	Comité Technique
CMP	Code des Marchés Publics
CPM	Cellules de Passation des Marchés
CPR	Cadre de Politique de Réinstallation
CPP	Cadre de Partenariat Pays
DAAJE	Direction de l'Alphabétisation des Adultes, Jeunes et Enfants
DAPS-COGES	Direction de l'Animation, de la Promotion et du Suivi des Comités de Gestions des Etablissements Scolaires
DAF	Direction des Affaires Financières
DC	Demande de Cotations
DCSPA	Direction de la Coordination et du Suivi des Programmes d'Alphabétisation
DENF	Direction de l'Education Non-Formelle
DELIC	Direction des Ecoles, Lycées et Collèges
DGMP	Direction Générale des Marchés Publics
DPFC	Direction de la Pédagogique et de la Formation Continue
DMDA	Direction des Matériels Didactiques de l'Alphabétisation
DR	Domaine de Résultats
DSPS	Direction de la Stratégie, de la Planification et des Statistiques
EGENA	Etats Généraux de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation
FPI	Financement de Projet d'Investissement
ILD ou DLI	Indicateur Lié au Decaissement
IPF	Investment Project Financing
MENA	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
PAP	Plan d'Action du Programme (PAP)
PAPSE	Projet d'Amélioration de la Prestation de Services Educatifs
PforR	Programme de Financement basé sur les Résultats
PNAPAS	Programme National d'Appui aux Premiers Apprentissages
PPM	Plan de Passation des Marchés
PPSD	Project Procurement Strategy for Developpement
PRSEP	Programme axé sur les Résultats pour le Renforcement du Système Educatif Primaire
PASEF	Projet d'Appui au Secteur Education Formation
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PUAEB	Projet d'Urgence et d'Appui à l'Education de Base

SAC	un Secrétariat d'Appui et de Coordination
SCBD	Sélection dans le Cadre d'un Budget Déterminé
SQC	Sélection Fondée sur les Qualifications du Consultant
SD	Sélection Directe
SFQ	Sélection Fondée sur la Qualité du Consultant
SFQC	Sélection Fondée sur la Qualité et sur le Coût
SIGMAP	Système Intégré de Gestion des Marchés Publics
SMC	Sélection au Moindre Coût
STEP	Systematic Tracking of Exchanges in Procurement
SWOT	Strengths, Weaknesses, Opportunities and Threats (Force, Faiblesses, Opportunités et Menances)
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africain
UGP	Unité de Gestion du Projet

RÉSUMÉ DU PPSD POUR LE PAD

Le coût total de la Composante Financement du Projet d'investissement (FPI) du Programme axé sur les Résultats pour le Renforcement du Système Educatif Primaire (PRSEP) P177800 est estimé à 20 millions 300 mille de dollars US pour cinq années. L'ensemble des marchés identifiés à ce stade à inscrire au plan de passation des marchés sont au nombre de 63 pour un montant total de 5 163 464 USD, reparti par ordre d'importance comme suit :

- 37 marchés de services de Consultants représentant 73 % du montant des marchés ;
- 14 marchés de Fournitures, représentant 17 % du montant total des marchés, et ;
- 12 marchés de Services Assimilés, représentant 10 % du montant total des marchés.

Pour les 18 premiers mois, le Plan de Passation des Marchés comportera 56 marchés dont 36 marchés de Services de Consultants, 12 marchés de Services Assimilés et 8 marchés de Fournitures. Ces marchés ne présentent aucun caractère particulier et ne sont pas d'une grande complexité.

L'analyse de l'ensemble des marchés permet de comprendre qu'il existe sur le plan national, régional et international, plusieurs consultants individuels compétents ou firmes spécialisées qui pourraient être intéressés. De même, sur le marché, il y a une large gamme de fournisseurs pour répondre aux besoins de l'UGP/BCPENA. Aussi, pour optimiser les marchés, l'UGP/BCPENA pourra, si besoin était, passer par des Avis à Manifestation d'Intérêt pour identifier les entreprises ou Consultants intéressés à participer aux processus de passation des marchés. Le PPSD sera mis à jour si la nature des marchés ou les risques liés à certains marchés subissent des changements majeurs qui n'avaient pu être anticipés lors de l'élaboration du présent PPSD. Quant à l'environnement, il est relativement favorable mais présente des défis pour lesquels des dispositions pour les mitiger ont été identifiées.

L'évaluation de la capacité de la Cellule Passation des marchés (CPM) de l'UGP PAPSE qui intègrera le Bureau de Coordination des Projet de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (BCPENA) montre qu'elle a une bonne expérience des procédures de passation des marchés de la Banque mondiale. En effet, la CPM de l'UGP du PAPSE comporte en son sein un (1) Spécialiste Senior en Passation des Marchés avec une expérience (nationale et internationale) de plus de 20 ans dans le domaine de la passation des marchés. La CPM comporte également deux (2) Assistants en Passation des marchés et une (1) Assistante Archiviste pour l'archivage électronique des documents de la passation des marchés du Projet. Toutefois, cette cellule aura besoin d'un renforcement des capacités sur le module Gestion des contrats nouvellement intégré à STEP pour une bonne prise en main de cet aspect.

Au regard, de l'analyse du marché et des stratégies de passation de marchés, tenant compte du contexte de mise en œuvre des interventions ainsi que de la capacité de l'unité de gestion, le risque du projet est jugé modéré.

1 Aperçu du projet

Pays :	République de Côte d'Ivoire
Nom complet du projet :	Programme Axé Sur Les Résultats pour Le Renforcement Du Systeme Educatif Primaire
Montant total du financement (Dollars) :	364,700,000 USD dont 20,300,000 USD en financement d'investissement
Numéro identifiant du projet :	P177800
Résumé des Objectifs de développement du Projet	L'objectif de développement du Programme est d'améliorer i) l'accès équitable aux services d'éducation et de santé au préscolaire et au primaire ; ii) les résultats d'apprentissage ; et iii) la gestion axée sur la performance le long de la chaîne de prestation de services éducatifs.

Le présent document PPSD¹ a été élaboré sur la base d'informations sur la composante Assistance Technique (AT) du programme issue du PRSEP (Rapport n° : PAD4948).

Une liste des marchés/activités de la composante AT a été établie et a permis de réaliser les analyses de risques et stratégiques préalables à l'élaboration du présent document.

Par ailleurs, les expériences de l'unité de gestion du PAPSE ont constitué une base de référence pour la formulation des analyses et mesures figurant dans le présent PPSD.

1.1 Description du Projet :

Le programme PforR proposé vise à contribuer au développement du capital humain en développant les services éducatifs et de santé et en améliorant la qualité de l'apprentissage au préscolaire et primaire. Il s'inscrit dans le cadre du Cadre de partenariat pays (CPP) 2016-2021² notamment dans les domaines d'intervention 2 et 3, qui portent sur : (i) le renforcement du capital humain pour le développement économique et la cohésion sociale et (ii) le renforcement de la gestion des finances publiques et de la redevabilité. Il participera également à l'amélioration de la gestion des finances publiques et de la redevabilité en appuyant les mécanismes d'établissement de rapport tout au long de la chaîne de prestations de l'éducation. Le Programme visera à : (i) réduire la pauvreté et les inégalités en offrant la possibilité aux enfants de bénéficier d'une éducation de qualité pour une meilleure réussite scolaire ; et (ii) renforcer la redevabilité en soutenant des contrats d'objectifs et de performance pour une prestation de services éducatifs plus efficace.

L'objectif de développement du Programme est d'améliorer i) l'accès équitable aux services d'éducation et de santé au préscolaire et au primaire ; ii) les résultats d'apprentissage ; et iii) la gestion axée sur la performance le long de la chaîne de prestation de services éducatifs.

Aussi, le programme est structuré autour de trois (3) domaines de résultats (DR) : (DR1) Amélioration de l'accès et de l'équité, (DR2) Amélioration de la qualité et de l'efficacité, et (DR3) Amélioration de la gouvernance.

¹ Le Project Procurement Strategy for Development (PPSD) est un nouveau cadre de passation de marchés publics adopté par la Banque mondiale et en vigueur depuis le 1er juillet 2016.

² Rapport n° 96515-CI. Alors que le PCF couvrait initialement la période allant de l'exercice 16 à l'exercice 19, il a été décidé de le prolonger jusqu'à l'exercice 21 lors du DPP de mai 2018. Le CPF a été approuvé le 17 août 2015

Le financement comporte outre le Programme PforR, une composante Financement de Projet d'Investissement (FPI).

La composante Financement de Projet d'Investissement (FPI) fournira un soutien stratégique aux structures du Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) et financera les aspects clés qui permettront au Bureau de Coordination des Programme de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (BCPENA) de coordonner la mise en œuvre du Programme (20 millions de dollars) :

- (i) *La composante FPI fournira une AT pour soutenir le développement des aspects clés du système lié à l'accès à l'éducation.* L'AT sera fournie aux directions suivantes : Direction de la Coordination et du Suivi des Programmes d'Alphabétisation (DCSPA), Direction de l'Alphabétisation des Adultes, Jeunes et Enfants (DAAJE), Direction des Matériels Didactiques de l'Alphabétisation (DMDA), Direction de l'Education Non-Formelle (DENF), Direction de la Stratégie, de la Planification et des Statistiques-(DSPS), Direction de l'Animation, de la Promotion et du Suivi des Comités de Gestions des Etablissements Scolaires, (DAPS-COGES), Direction de la Coordination et de l'Exécution des Projets, (DCEP) Direction des Ecoles, Lycées et Collèges, (DELC). Plus précisément, l'AT sera utilisée pour :
- o Concevoir un programme d'alphabétisation familiale qui intégrera les d'acquisitions des compétences des bases et de sensibilisation à l'importance de la nutrition, du développement cognitif du jeune enfant, des violences basées sur le genre et qui facilitera l'autonomisation des apprenants (et notamment les jeunes mères de famille). Elle financera le recrutement d'experts spécialistes en alphabétisation familiale et s'appuiera sur une capitalisation des expériences, outils et mécanismes développés dans le cadre du Projet multisectoriel de nutrition et de développement de la petite enfance ainsi que sur le projet PAPSE concernant l'information / sensibilisation sur les violences basées sur le genre.
 - o Renforcer l'outil carte scolaire en s'inspirant d'outils déjà testés en Côte d'Ivoire - notamment l'expérience de la HeatMap - dans le cadre de projets financés par des Partenaires Techniques et Financiers tout en gardant à l'esprit que les améliorations apportées devront pouvoir être intégrées au prochain SIGE. L'outil actuel, qui s'appuie sur des bases solides, pourrait être amélioré. La composante appuiera ces améliorations pour permettre (a) des mises à jour en temps réel, (b) l'intégration de données supplémentaires permettant une meilleure priorisation des localités bénéficiant de la construction d'écoles dans une perspective d'équité et (c) une planification triennale.
 - o Soutenir la DCSPA pour l'actualisation de la stratégie nationale d'alphabétisation et de l'éducation non-formelle.
- (ii) *La composante FPI fournira une AT pour soutenir le développement du PNAPAS et du paquet d'intrants pédagogiques qui l'accompagne.* L'AT sera fournie à la Direction de la Pédagogie et de la Formation Continue (DPFC). Plus précisément, l'AT sera utilisée pour:
- o finaliser le PNAPAS et développer son plan opérationnel de mise en œuvre et de suivi.
 - o finaliser le paquet d'intrants pédagogiques associés au PNAPAS et notamment (i) la finalisation / ajustement du paquet d'outils pour le CP1, CP2, CE1 et CE2 déjà testés dans le cadre de projets pilotes mais qui nécessite quelques ajustements avant une mise à l'échelle et le développement complet du paquet d'outil pour le CM1 et le CM2, (ii) l'ajustement des outils de remédiation qui ont été développés en utilisant l'approche TARL (Teaching at the Right Level).
- (iii) *La composante FPI fournira une AT pour soutenir les efforts du MENA vers une meilleure gestion du secteur.* L'AT sera fournie principalement à la Direction des Affaires Financières (DAF), à l'inspection générale et à la Task Force. Plus précisément, l'AT sera utilisée pour :
- o institutionnaliser le nouveau secrétariat d'appui et de coordination (manuel de procédures, PTAB...) y compris dans sa dimension recherche-action au travers de

l'initiative EdLab ainsi que sa fonction de plaider pour une mobilisation des ressources auprès des partenaires ;

- o compléter le mécanisme institutionnel des COPs ;
- o fournir un soutien à la Task Force pour assurer la supervision stratégique du programme au sein d'un comité de pilotage élargi, coordonner et suivre les politiques et les plans stratégiques du secteur, diriger le dialogue sectoriel et organiser les examens sectoriels annuels ;
- o appuyer la DAF à la mise en place d'un mécanisme de contrôle de gestion des directions techniques et régionales ;
- o appuyer le MENA à développer des stratégies pertinentes, à l'exception de la stratégie d'éducation inclusive et de la stratégie de formation des enseignants déjà prévues dans le cadre des résultats du programme. Ces stratégies pertinentes peuvent inclure une stratégie linguistique et une stratégie d'enseignement à distance et d'utilisation des nouvelles technologies pour l'enseignement ;
- o appuyer le MENA pour la diffusion et la communication sur les recommandations des EGENA ;
- o appuyer le MENA à développer de manière participative et inclusive des stratégies et études pertinentes (à l'exception de la stratégie d'éducation inclusive et de la stratégie de formation des enseignants déjà prévues dans le cadre des résultats du programme). Ces études ou stratégies porteront sur :
 - la politique linguistique ;
 - la stratégie d'enseignement à distance et l'utilisation des nouvelles technologies pour l'enseignement ;
 - la vision stratégique SNAPAS ;
 - le rapport de suivi de la mise en œuvre du PNAPAS (après minimum 2 années de mise en œuvre) ;
 - le rapport de suivi de la mise en œuvre de la stratégie nationale de formation ;
 - le rapport de suivi de la mise en œuvre des COP ;
 - les études sur les Indicateurs de Prestation de Services ;
 - la mise à jour de la stratégie d'alphabétisation ;
 - la politique du livre ;
 - le code de l'éducation ;
 - le référentiel des métiers et des compétences actualisé ;
 - la faisabilité et les options pour la mise en œuvre de fonds commun pour l'éducation.

La composante FPI soutiendra les coûts de fonctionnement et le renforcement des capacités de gestion du BCPENA. Cela comprend le recrutement de consultants pour remplir les fonctions de gestion fiduciaire et de sauvegardes environnementales et sociales telles qu'identifiées dans le Plan d'Action du Programme (PAP) ; le soutien au développement d'un manuel d'opérations du Programme ; le suivi / évaluation du Programme (incluant des sondages auprès des bénéficiaires du Programme par l'intermédiaire d'appels d'un centre d'appel ou équivalent) et le recrutement de l'agent de vérification indépendant (AVI) qui vérifiera les réalisations des ILD du PforR.

Activité d'Assistance Technique par domaine de résultat du programme

	Domaine de Résultat 1	Domaine de Résultat 2	Domaine de Résultat 3
FPI	<p>(i) Soutenir les coûts de fonctionnement du BCPENA</p> <p>(ii) Recruter un agent de vérification indépendante</p> <p>(iii) Renforcer le suivi et l'évaluation en soutenant le développement du manuel de suivi et d'évaluation</p>		
	<ul style="list-style-type: none"> • Appui à la conception d'un module d'alphabétisation familiale intégrant l'acquisition de compétences de base, la sensibilisation à la nutrition, au développement cognitif du jeune enfant et aux violences basées sur le genre • Soutien à la mise à jour de la stratégie nationale d'alphabétisation et d'éducation non formelle • Appui au renforcement de l'outil carte scolaire en intégrant des interfaces additionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement des équipes MENA à finaliser le PNAPAS et ajuster le paquet d'intrants pédagogique qui y est rattaché 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien à l'institutionnalisation du secrétariat d'appui et de coordination • Soutien à la Task Force • Soutien à la DAF pour la mise en place d'un mécanisme de contrôle de gestion des directions techniques et régionales • Soutien à la finalisation du mécanisme institutionnel des COP • Appui au développement de stratégies pertinentes
PforR	<ul style="list-style-type: none"> • ILD 1 : Les élèves et les COGES des zones vulnérables bénéficient d'un paquet d'appui favorable à la santé, à la nutrition et au développement cognitif du jeune enfant • ILD 2 : L'accès à l'apprentissage est facilité par un dispositif de construction élargi et basé sur un outil carte scolaire amélioré • ILD 3 : MENA a apporté son soutien aux élèves dans le cadre de sa politique d'éducation inclusive. 	<ul style="list-style-type: none"> • ILD 4 : Le Programme National d'Amélioration des Premiers Apprentissages est mis en œuvre dans toute la Côte d'Ivoire • ILD 5 : Les capacités des enseignants à s'approprier les nouvelles approches pédagogiques sont renforcées • ILD 6 : Les résultats d'apprentissage des élèves de CE1 sont améliorés en lecture/écriture et mathématiques 	<ul style="list-style-type: none"> • ILD 7 : La planification et le suivi au sein du MENA sont renforcés • ILD 8 : La réforme de la régionalisation du recrutement est mise en œuvre • ILD 9 : Les Contrats d'Objectifs et de Performances sont mis en œuvre •

Les activités prévues pendant l'exécution de l'assistance technique sont essentiellement les suivantes :

- Le recrutement et le financement d'experts internationaux et nationaux pour accompagner (renforcement des capacités et des compétences) les structures du MENA;
- le recrutement et le financement de facilitateurs communautaires alphabétisation

- le recrutement et le financement de Consultants (individuel et moral) pour réaliser des études ou des évaluations ;
- la Réalisation d'études;
- le Recrutement des membres de l'équipe de gestion au niveau du UGP/BCPENA;
- le financement de formations.

2 Aperçu du Pays, de l'Emprunteur et du Marché

2.1 Présentation sommaire du pays, de l'emprunteur et du marché

2.1.1 Contexte opérationnel

2.1.1.1 Aspects sur la gouvernance :

De nombreux efforts ont été fait ces dernières années pour l'amélioration de la gouvernance en Côte d'Ivoire, ce qui justifie son classement pour l'indice MO Ibrahim pour la bonne gouvernance au 18ème rang au titre de l'année 2019, contre le 22ème rang en 2018 soit une progression en matière de gouvernance de +4 .

Sur le plan règlementaire, il existe de nombreux textes relatifs aux marchés publics. Notons que ces dispositions règlementaires nationales ne s'appliqueront qu'au Programme PforR et non à la Composante FPI. Certains de ces textes sont :

- les Directives N°05/2005/CM/UEMO et N°05/2005/CM/UEMOA de l'UEMOA ;
- le Code Marchés Publics Ordonnance n°2019-679 du 24 juillet 2019. qui régit globalement la Passation des Marchés ;
- les textes de la régulation des marchés publics, principalement le Décret N°2009-260 du 6 Août 2009 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP) tel que modifié par le décret 2013-308 du 8 mai 2013 et l'Arrêté N° 661/MEF/ANRMP du 14 septembre 2010 fixant les modalités de saisine, les procédures d'instruction et de décision de la Cellule recours et sanctions de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;
- les Arrêtés N°106/MEF du 13 juillet 2011, N°118/MPMB du 26 mars 2014, N°692/MPMB/DGBF/DMP du 16 septembre 2015 et le N°693/MPMB/DGBF/DMP du 16 septembre 2015, portant respectivement Code de déontologie en matière de marchés publics et délégation de service public, modalités d'application des sanctions des violation de la réglementation des marchés publics, fixation des seuils de référence, de validation et d'approbation dans la procédure de passation des marchés publics et, procédures concurrentielles simplifiées. A cela l'on pourrait ajouter la charte d'Ethique des acteurs publics des marchés publics ;
- enfin, dans le cas spécifique des projets et programmes financés ou cofinancés par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), le cadre de référence est celui du décret n°475 du 1er Juillet 2015 (notamment dans son article 47). Ce décret a pour objet de déterminer les règles spécifiques régissant la préparation, l'exécution et la clôture des projets et programmes financés ou cofinancés par les PTF. Dans ce cadre institutionnel, il est également décrit les interventions de chaque acteur clé : les Cellules d'exécution de projets, les Ministères techniques, les Ministères en charge de l'économie, des finances et du budget.

Le Programme PforR PRSEP est conduit sous l'égide du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF). La tutelle technique du projet est sous la responsabilité du MENA.

Les acteurs du Programme sont :

- le MENA, le MEF, le Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat (MBPE) ;
- Les structures centrales et déconcentrées en région du MENA ;
- Les communautés éducatives locales (familles et corps enseignant) à travers les Comités de Gestion des Établissements Scolaires (COGES);
- Les bénéficiaires directs du programme (élèves, enseignants, parents d'élèves, etc).

Quant à la Composante IPF ou Assistance Technique, ce sont les procédures de passation de marchés de la Banque mondiale qui s'appliqueront. De manière pratique, tous les achats effectués dans le cadre de l'Assistance technique se feront suivant les dispositions du Règlement de passation des marchés pour les Emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement de juillet 2016 révisé en novembre 2017, août 2018 et novembre 2020.

Il s'agira des acquisitions liées au fonctionnement et au renforcement des capacités de gestion de l'UGP/BCPENA, du recrutement de consultants, de services autres que services de consultants pour assurer l'assistance technique aux différentes structures du MENA.

Le cadre institutionnel du Programme s'articule autour des fonctions suivantes :

- un Secrétariat d'Appui et de Coordination (SAC) sera mis en place en tant qu'organe d'appui et de coordination. Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme, il devra, entre autres, (i) superviser l'élaboration des plans d'action par les structures d'exécution (principalement les directions techniques) et s'assurer que les activités sont mises en œuvre conformément à la planification ; (ii) engager une réflexion stratégique avec les directions techniques pour renforcer l'efficacité de la mise en œuvre du Programme ; (iii) mettre en place un mécanisme de suivi et d'évaluation et organiser une revue périodique de la mise en œuvre du programme.;
- un Comité de pilotage (CoPil) composé d'un membre du Cabinet, du coordonnateur du SAC, du Directeur Administratif et Financier ou son représentant, d'un représentant de l'Inspection Général et d'un représentant du Ministère de l'Economie et des Finances.
- un Bureau de Coordination des Programmes Education Nationale et Alphabétisation (BCPENA) qui sera opérationnel dans les deux années suivant la date effective de mise en vigueur du Programme. Les modalités de cette évolution seront confiées à la SAC. Aussi, l'Unité de gestion du projet (UGP) PAPSE, qui a une bonne connaissance des procédures de la Banque mondiale, assurera la mise en œuvre de la composante Assistance Technique du financement dans un premier temps. Dans le dispositif institutionnel du ministère, cette UGP est amenée à évoluer en BCPENA.
- la mise en œuvre du programme implique plusieurs directions techniques qui désigneront chacune un point focal afin de planifier, mettre en œuvre et superviser les activités du programme relevant de leurs prérogatives. Ces points focaux formeront un comité technique (CoTech) présidé par un représentant de l'inspection générale, se réuniront au moins une fois par trimestre et communiqueront régulièrement avec le SAC et l'UGP/BCPENA pour suivre l'avancement de la mise en œuvre. La création de ce CoTech et la nomination des points focaux est une condition d'entrée de vigueur du PforR.

Les risques institutionnels liés à la passation des marchés identifiés sur la base de l'expérience des projets antérieurs et qui devront être atténués dans le cadre de la mise en œuvre de la composante Assistance technique du Programme :

1. la cohabitation des textes nationaux et des Procédure de passation des marchés de la Banque mondiale, entraînant des divergences d'interprétation des textes au niveau des acteurs impliqués dans le processus de passation des marchés publics
2. la non-maitrise des délais d'approbation des marchés par l'UGP/BCPENA

3. le long délai des procédures de résiliation des marchés en cas de défaillance des attributaires dans les exécutions des marchés.

2.1.1.2 Aspects économiques

Avec plus de 25 millions d'habitants et un taux de croissance démographique de 2,6%, la Côte d'Ivoire (CI) se distingue depuis la fin de la crise post-électorale de 2010-2011, par la robustesse de sa croissance économique. En effet, sur la période 2012-2019, le PIB réel a augmenté au taux moyen annuel de 8,3% avec un taux d'inflation compris entre 0,4% et 1,2% de 2013 à 2019. Les résultats du point de vue de la pauvreté se sont également améliorés, avec un taux d'incidence de la pauvreté passant de 48,9% en 2008 à 39,4% en 2018, soit une baisse de 9,5%. Les tendances générales de la pauvreté monétaire cachent toutefois de profondes disparités régionales. De plus, la crise de la COVID-19 a aggravé les vulnérabilités socio-économiques, la plupart des ménages (80,7%) étant impactés par au moins une des mesures restrictives pour freiner la propagation de la pandémie. Par ailleurs, la fragilité de la réconciliation nationale et la menace terroriste liée aux risques d'extension de la crise du Sahel pourraient remettre en cause les acquis de développement. Le pays reste exposé à des défis multiformes, d'ordre naturel (inondations récurrentes), sanitaires (Covid-19) et socio-politiques avec des conséquences parfois humanitaires. La mise en œuvre réussie des PND 2012-2015 et 2016-2020, avec l'appui des partenaires techniques financiers (PTF), a permis à la Côte d'Ivoire de réaliser un taux de croissance moyen de 8% sur la période 2012-2019. « Malgré la pandémie de Covid-19 et les mesures barrières, l'économie ivoirienne a fait montre d'une capacité de résilience, avec un taux de croissance du PIB réel estimé à 2% en 2020 contre 6,2% en 2019. » relevait la Ministre du Plan et du Développement. Le PND 2021 - 2025 entend entériner les résultats atteints et s'attaquer aux défis qu'il reste à relever. Ainsi, quatre grands axes stratégiques ont été développés dans le PND 2021-2025. Il s'agit notamment du développement du capital humain de demain en renforçant les systèmes éducatifs et sanitaire ; la mise à niveau des accélérateurs de croissance ; la redynamisation des moteurs d'emplois et d'inclusion sociale ; et la revalorisation des moteurs d'exportations et d'investissements. La CI s'est fixée, dans le cadre du PND 2021-2025, l'objectif global de réaliser la transformation économique et sociale nécessaire pour hisser la CI, à l'horizon 2030, au rang des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

Pour soutenir son plan de développement, la CI a fait évoluer son environnement des affaires à travers de nombreuses réformes sur le plan juridique (création du code des investissements, code minier, code de l'électricité etc. et institutionnel (création du tribunal du commerce, du guichet unique, etc.). « Le Rapport Doing Business 2020, note une amélioration constante des performances de la CI en matière de facilitation et de simplification des procédures du cadre de gestion des affaires en CI. Selon ce rapport du groupe de la Banque Mondiale, la CI occupe la 110e place mondiale en matière de facilité de faire des affaires et connaît une progression de 12 places comparativement au rapport de l'année 2019. Ces différentes réformes ayant dopé la création d'entreprises (+ de 26% de créations entreprises entre 2018 et 2019) avec la création de nombreuses PME et petites entreprises individuelles, lesquelles ont bénéficié de mesures incitatives d'accès aux Marchés Publics. Toutefois, le secteur privé local est confronté à de nombreux défis tels que : i) un accès limité à des services financiers adaptés et aux informations sur les opportunités de marché ii) des compétences souvent insuffisantes en gestion des affaires ; iii) des difficultés à recruter du fait de faiblesses persistantes au niveau du système d'éducation et de formation ; et iv) des incertitudes persistantes concernant la sécurité et le climat des affaires. Ces difficultés des entrepreneurs privés devraient se ressentir dans la mise en œuvre des contrats dont ils seront titulaires dans le cadre du projet.

Outre cet aspect, il faut relever le risqué financier dans le contexte actuel. En effet, le dollar américain connaît une forte embellie par rapport à l'Euro. Aussi, la valeur monétaire en FCFA du montant du Programme et en particulier de la Composante IPF pourrait se dégrader de manière significative. En effet, une fin de la crise en Ukraine pourrait entraîner un recul significatif du dollar (en dessous de l'euro) et des pertes de change. Cela pourrait provoquer un déséquilibre

au niveau des budgets. En effet, en novembre 2021, le cours du dollar était de 1 USD pour 585 FCFA contre 654 en début novembre 2022. Un retour du dollar à sa valeur de 2021, ramènerait le coût global de la composante FPI (20 millions USD) de 13,1 milliards de FCFA XOF à 11,7 milliards, soit une perte de gain de l'ordre de 11%. Pour mitiger ce risque, il faut donc constituer une réserve de change pour les imprévus de ce même ordre, 11%.

Sur le plan politique, la CI enregistre sa douzième année de stabilité après avoir connu de graves crises notamment celle de 2010 et celle de 2020 et 2021. Cette accalmie pourrait toutefois être remise en cause en raison des échéances futures. En effet, en 2023, se tiendront les élections municipales et législatives qui sont des moments de fortes tensions. Dans un tel environnement, des consultants internationaux pourraient craindre pour leur sécurité et limiter leurs déplacements en CI mais aussi empêcher le déroulement des activités de renforcement des capacités ou de réalisation d'études pour des consultants nationaux. Il n'est pas non plus exclu, que des tensions perturbent le calendrier scolaire.

Sur le plan sanitaire, bien que la pandémie à Corona Virus ait été circonscrite, il faudrait tout de même envisager une résurgence de celles-ci avec son corollaire de restrictions. Cela entraînerait l'impossibilité de déplacement des Consultants étrangers et les regroupements des enseignants pour les formations en présentiel.

Pour mitiger ces risques, il serait souhaitable de privilégier les experts locaux et de développer des canaux de formation à distance en mettant à profit la panoplie de service qu'offre le développement de la téléphonie, de l'internet et des réseaux sociaux tels que WhatsApp.

2.1.1.3 Aspects de durabilité :

La conception du Programme s'inscrit pleinement dans les stratégies déjà développées et budgétisées dans le Plan Sectoriel Éducation/Formation (PSE) 2016-2025. Au cours des dix dernières années, le gouvernement a démontré un fort engagement envers l'éducation, malgré les crises politiques successives. Avec le PSE, le gouvernement a réaffirmé la priorité accordée au secteur de l'éducation, avec un budget récurrent d'éducation de plus de 30% du budget récurrent national total pour les prochaines années. Cela permettrait au MENA de couvrir l'augmentation des coûts récurrents générés par les réformes de l'éducation de base (y compris l'éducation préscolaire) et des améliorations de l'éducation de qualité.

Aussi, le BCPENA, dans le cadre de l'assistance technique, procédera à un transfert de compétence aux structures du MENA pour leur permettre à terme de devenir à terme autonome.

2.1.1.4 Aspects technologiques

La Côte d'Ivoire fait partie des 18 pays africains qui ont progressé dans l'édition 2022 de l'indice mondial de l'innovation (classement OMPI). Elle se classe 109e en 2022 contre 114e en 2021, selon l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle. Cela s'est traduit par une percée dans toutes les régions du pays de la téléphonie et de l'internet, ouvrant ainsi la voie à une diversité d'opportunités économiques et des services variés comme toutes les solutions globales money.

Ce résultat est en partie dû aux nombreuses et ambitieuses dispositions réglementaires dans le domaine (défiscalisation du matériel informatique, création de l'ANSUT etc.) et des investissements massifs dans le domaine (4 G, projet backbone, avec même l'implémentation de la 5 G à titre pilote par certains opérateurs). Ce contexte a favorisé le développement d'applications et de solutions numérique même dans le secteur éducatif avec notamment l'inscription en ligne, les affectations en ligne et la mise en place de **Systèmes d'Informations** de Gestion de l'Éducation (SIGE) au MENA et le développement d'une carte scolaire dynamique pour appuyer la planification de la création de Nouvelles structures scolaire

Avec la démocratisation de la connectivité et de l'internet, les opportunités d'amélioration des services éducatifs s'en trouvent renforcées. En effet, le MENA a initié depuis lors l'inscription en ligne, et depuis ces dernières années avec l'appui du PAGDS, les affectations en ligne. Par

ailleurs, dans le cadre des moyens de mitigation des effets de la COVID, le MENA a développé un ensemble de solutions numériques pour la continuité des cours en dehors de l'école appelés "mon école à la maison". Ces solutions utilisent aussi bien la télévision et la radio que des solutions en ligne via internet et la messagerie. De même, le MENA a interconnecté les différentes DRENA, ce qui permet de faire des Visio conférence.

Ces solutions développées pourraient être une alternative pour la formation des enseignants dans le cadre de la formation continue et aussi pour le renforcement des capacités et des compétences que certains consultants animés par les consultants. La présence physique ne constitue plus un obstacle insurmontable pour la formation ou l'appui à apporter au MENA. Enfin, pour la collecte des données, les cabinets utilisent de plus en plus la collecte électroniques sur tablettes ou smartphone pour réduire le temps de traitement des données et pour assurer une fiabilité de celles-ci. Ces différentes solutions ont été utilisées dans le cadre du PAPSE avec succès.

Toutefois des défis demeurent, qu'il s'agisse de la capacité des acteurs à prendre en main ses nouveaux outils que de la qualité de la connectivité. Ce défi pourra être levé à partir d'un renforcement des capacités et la mise à disposition de technologie plus simple. En effet, l'Agence de Régulation des Télécommunications en Côte d'Ivoire (ARTCI) estime que 23% de la population totale soit autour de 6 millions de personnes ne bénéficie pas d'une bonne qualité de réseau.

Concernant les achats, Il faut également noter que le secteur des achats comme le reste de l'économie et de l'administration est en pleine digitalisation avec la mise en place au niveau des achats publics du Système Intégré de Gestion des Opérations de Marchés Publics (SIGOMAP) et le Système Intégré de Gestion des Marchés Publics (SYGMAP) qui permet la planification, le suivi de l'approbation et la numérotation des contrats publics par les différentes autorités contractantes.

Concernant spécifiquement les marches sous gestion de la Composante FPI comme le recrutement de consultants, les services autres que services de consultants et les acquisitions de fournitures, elles s'effectueront à partir de la plateforme de Suivi Systématique des Echanges en Passation des Marchés (STEP). Cette solution permet l'enregistrement et la validation des plans de passation des marchés mais également le suivi de la mise en œuvre des différents contrats et maintenant la gestion des contrats (nouveau module de. STEP). Toutefois, l'équipe de l'UGP PAPSE n'a pas encore bénéficié de renforcement des capacités sur ledit module afin d'en tirer tous les bénéfices. Cela constituera un défi pour l'équipe qui pourra être levé avec les sessions de renforcement des capacités organisées par la Banque.

En conclusion, les défis technologies ne seront pas considérables dans la mise en œuvre de la Composante FPI du projet.

2.1.1.5 Conclusions clés

La Côte d'Ivoire présente un environnement relativement propice pour les affaires qui garantit une transparence dans le processus d'attribution des marchés. De même, le niveau d'évolution technologique satisfaisant, facilitant ainsi l'accès à l'information de manière équitable à tous les opérateurs qui souhaiteraient participer aux marchés qui seront lancés dans le cadre de la mise en œuvre de la Composante FPI du programme.

De même, l'existence de la plateforme STEP de la Banque mondiale amélioré avec le module Gestion des contrats devrait offrir de bonnes bases pour conduire de manière efficace et transparente les différents marchés qui concernent essentiellement la sélection de consultants internationaux et nationaux et l'acquisition de fournitures pour le fonctionnement de l'unité de gestion ou du BCPENA.

Une bonne maîtrise des risques constituera un atout certain à la bonne exécution de la composante assistance technique du Programme. L'expérience de projets antérieurs tels le PASEF, le PUAEB, le C2D 1, le PAPSE et l'existence d'une importante base de données de

fournisseurs/prestataires de services, aussi bien au niveau national, régional, qu'international, offrent des conditions favorables de mise en œuvre des différents marchés envisagés.

3 Évaluation de l'expérience antérieure, de la capacité de l'Emprunteur et de l'Unité de Gestion du Projet (UGP)

3.1 Expérience

La Côte d'Ivoire dispose d'une longue expérience de plus de 40 années des projets financés et cofinancés par le Groupe de la Banque mondiale. Au fil des années et tirant les leçons des goulots d'étranglement auxquels sont confrontées les unités de gestion des projets, le Gouvernement a réorganisé le cadre institutionnel d'accompagnement des projets. C'est ainsi, qu'il a mis en place une coordination de suivi des projets au sein de la Primature et une cellule technique en charge du suivi des projets cofinancés par les Partenaires Techniques et Financiers au sein du ministère des Finances a permis un suivi rigoureux des projets mais également une plus grande proactivité dans l'anticipation des problèmes.

Sur le plan réglementaire, diverses réformes ont été implémentées notamment l'élaboration du décret 475 qui prévoit des développements spécifiques portant notamment sur (i) les questions d'intégration budgétaire et d'approvisionnement des comptes spéciaux du projet, (ii) les canaux de publication des mises en concurrence, (iii) la composition des Commission d'Ouverture des Plis et de Jugement des Offres, (iv) les seuils de signature et d'approbation des contrats etc. Ces dispositions ont permis une plus grande fluidité et célérité dans la planification, l'exécution des projets de développement.

Le pays dispose à présent d'une expérience de gestion des projets financés par le groupe de la Banque Mondiale de type PforR avec une Composante FPI avec notamment : (i) le Projet d'Amélioration de la Gouvernance pour la Délivrance des Services de base aux citoyens (PAGDS) et le Programme d'Appui au Système des Filets Sociaux (PAFS).

De manière spécifique, le MENA a également une bonne expérience dans la gestion des projets financés par les Partenaires Techniques et Financiers notamment la Banque mondiale. Avec ce dernier partenaire, les récents projets mis en œuvre et clôturés de manière relativement satisfaisante sont :

- le Projet d'appui au secteur Education Formation (PASEF) de 1996 à 2012.
- le Projet d'Urgence d'Appui à l'Education de Base (PUAEB) de 2012 à 2017.
- le Projet d'Appui aux Prestation de services en Education (PAPSE depuis 2017).

En effet, le BCPENA sera la nouvelle unité opérationnelle qui sera rattachée au MENA. Il sera créé par arrêté interministériel pris conjointement par le MENA, le ministère du Budget et le ministère des Finances pour assurer l'assistance technique à la mise en œuvre du Programme et la mise en œuvre de toute nouvelles initiatives se rapportant à l'éducation nationale. Le BCPENA sera un prolongement de l'Unité de gestion du projet (UGP) PAPSE / P163218. L'UGP a été créée en 2018 par un arrêté interministériel pour la mise en place du projet PAPSE. Le PSE étant solide et durable, il est devenu nécessaire de faire évoluer l'UGP en une agence de coordination durable sur le même modèle que le BCP-E (Bureau de Coordination des Programmes Emplois). La création du BCPENA est une condition d'entrée en vigueur du PforR

Le BCPENA bénéficiera de la structure et du personnel de l'UGP-PAPSE. Sur la base de l'expérience de cette UGP PAPSE, le BCPENA devrait rapidement devenir opérationnel et son équipe devrait être dotée d'une forte capacité acquise au fil des années de supervision de la mise en œuvre du PAPSE. La gestion du projet dans le cadre du PAPSE a été jugée satisfaisante par la Banque mondiale depuis le début de la mise en œuvre. L'équipe de l'UGP est composée de consultants. Ils se sont constitués une expérience considérable pour avoir géré un projet pilote sur lequel ce Programme peut bâtir dans une perspective de mise à l'échelle. L'équipe clé de l'UGP est composée d'un coordonnateur, d'un responsable suivi-évaluation, d'un responsable administratif et financier et d'un spécialiste

senior en passation de marché, d'un spécialiste en sauvegarde sociale et environnement, d'un spécialiste social, d'un ingénieur génie civil, d'un spécialiste en Développement Communautaire, d'un spécialiste sociale et d'un comptable. Ces ressources respectent toutes aux exigences de l'IDA.

Ces ressources ont conduit depuis 2018, le PAPSE et dispose d'une solide expérience de collaboration avec les structures du MENA. Elle sera transférée au BCPENA pour permettre une transition harmonieuse et éviter de perturber la mise en œuvre du PAPSE, ainsi que pour assurer une mise en œuvre de grande qualité de la composante FPI de cette opération.

En termes de leçons apprises pour les types d'activités qui seront conduites au niveau de la composante FPI :

- la réussite du programme dépendra d'une bonne appropriation des directions ou structures du MENA des activités sous leur gestion. Cela implique également un fort engagement des premiers responsables de ces structures pour prendre des décisions quand il faudra ;
- la nécessité d'identifier une stratégie efficace de formation des enseignants qui soit efficace, soutenable et durable (adopter par le MENA), car il s'agira de former un peu plus de 18,000 enseignants chaque année et en trois mois ;
- la nécessité d'une bonne collaboration avec les Structures techniques du MENA y compris la désignation de points focaux ;
- l'inexistence d'Experts au niveau national pour appuyer le Ministère, pour l'amélioration de l'enseignement et des apprentissages de la lecture et des mathématiques basées sur les observations de classes ;
- l'identification de facilitateurs résidents au sein des communautés d'intervention facilite la mise en œuvre des programmes d'alphabétisation.
- la nécessité de maintenir un dispositif de supervision des facilitateurs communautaires pour assurer et suivre le respect des normes ;
- la disponibilité d'une base de données de fournisseurs qui sont capables de répondre aux besoins de fournitures de l'UGP ;
- la nécessité de disposer d'un manuel opérationnel de mise en œuvre de cette approche.

Au regard de ce qui précède, l'expérience du pays est globalement satisfaisante pour la mise en œuvre des projets financés par la Banque mondiale et d'apporter une Assistance technique efficace aux structures du MENA.

3.2 Capacités et aptitudes pour la gestion des contrats

La cellule Passation des marchés (CPM) du PAPSE est animée par un Spécialiste Senior en Passation des Marchés dédié. Sur la base de l'expérience au niveau du PUAEB et du PAPSE, cette cellule comporte en son sein, un Spécialiste Senior en Passation des marchés ayant plus de 20 années d'expériences, deux Assistants en Passation des marchés de plus de 5 années d'expérience chacun et d'une assistante en archivage électronique ayant plus de 5 années d'expérience. Dans le cadre du PAPSE qui a démarré en juillet 2018, la Cellule Passation des Marchés a conduit un peu plus de 245 marchés de Fournitures, de Services de Consultances et de Services Assimilés pour un montant de **21 928 298 USD** dont 100 sont achevés et clôturés à ce jour.

Les statistiques en matière de passation des marchés indiquent par ailleurs autant de lignes à marchés annulées pour diverses raisons :

- Retrait de tous les contrats en lien avec le fonctionnement qui ne figurent plus dans le PPM soumis sous STEP ;

- L'annulation du PPM des conventions avec les COGES pour les financement des sous-projets. Il faut noter cependant que les marchés (travaux et fournitures) issus de ces conventions sont sous la supervision de la CPM ;
- Le changement des stratégies de mise en œuvre de certaines activités.

La CPM a mis en place au travers des inter médiateurs communautaires, des procédures de passation des marchés communautaires allégées au sein des COGES/Communautés villageoises afin de leur permettre de lancer eux-mêmes les appel d'offres pour la construction et la réhabilitation de 675 salles de classe primaires, de construction de 32 systèmes hydraulique villageoise. La CPM a fait l'acquisition de kits scolaires complémentaires pour 4 500 filles. Enfin, la CPM effectue au moins une mission de supervision des marchés passés par les COGES/Communautés villageoises.

De sorte que l'on peut affirmer que l'UGP dispose des compétences adéquates dans la maîtrise des procédures de planification, de passation de marchés et de gestion des marchés pour les projets financés par la Banque mondiale, notamment à la passation et l'exécution de marchés de fournitures et à l'acquisition de services de consultants, qui représentent la majeure partie des activités à marchés. A noter que dans la composante Assistance Technique du programme, l'UGP ne sera pas amené à conduire des processus de passation de marché relatifs aux travaux de construction et de réhabilitation – Ces marchés seront menés par la cellule de passation des marchés du MENA qui a fait l'objet d'une évaluation fiduciaire dans le cadre de la préparation du programme. Toutefois, le MENA aura besoin de l'assistance technique l'UGP/BCPENA pour maîtriser les procédures de gestion des infrastructures en mode communautaire.

L'UGP devra s'appuyer sur les Directions centrales pour l'élaboration des TDRs spécifiques de certaines activités et la validation des rapports/prestations des consultants.

Des renforcements de capacités des directions techniques se feront conformément au Manuel du Projet plus spécifiquement le Manuel d'Exécution, et le sous-manuel de Passation des Marchés Communautaire.

3.3 Systèmes de gestion des plaintes et de résolution de conflits

Le système de gestion des plaintes et de résolution des conflits liés aux Marchés Publics mis en œuvre dans le pays tire sa source du Code des Marchés Publics et de ses textes d'application.

L'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP) est la structure en charge de la gestion des plaintes et de la résolution des conflits en matière de Marchés Publics. Le nouveau Code des Marchés Publics adopté en 2019 permet aux soumissionnaires de formuler des réclamations aux différentes étapes de la procédure de passation des marchés avec des délais de recours définies pour chacune des étapes.

Après l'épuisement des voies de recours non juridictionnels, les litiges relatifs aux marchés publics sont soumis aux juridictions compétentes pour connaître du contentieux des contrats administratifs.

Les litiges relatifs aux marchés publics peuvent également être soumis à un tribunal arbitral dans les conditions prévues par l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif à l'arbitrage. Toutefois, il est prévu dans les Cahiers des Clauses Administratives Générales des dossiers types d'Appel à concurrence, des dispositions compromissaires qui permettent de gérer les recours devant les juridictions arbitrales.

En matière d'expérience, sur le PAPSE, l'Unité de gestion a eu à gérer une plainte d'un soumissionnaire relativement à la mise en œuvre de la procédure. Cette plainte qui n'était pas juridictionnelle a été traité à la satisfaction du soumissionnaire.

3.4 Conclusions clés

Il est à noter que l'Emprunteur au travers du MENA possède une expérience significative et l'ensemble des capacités nécessaires à la gestion de ce type d'Assistance Technique fourni au sein du Programme. Quant à l'équipe de l'UGP, elle a non seulement les capacités mais une solide expérience en Passation des Marchés, gestions des contrats de Projet de ce type d'autant plus qu'elle est majoritairement constituée des membres de l'ancienne équipe Projet du PUAEB et du PAPSE. Il reste toutefois le défi de la maîtrise du module Gestion des Contrats sous STEP. Un renforcement des capacités des Unité de gestion par les équipes de la Banque mondiale devrait permettre de relever ledit défi.

Enfin, l'on pourrait conclure qu'à l'instar des Projets du Portefeuille de la BM, les mécanismes de gestion des plaintes sont disponibles aussi bien au niveau national que dans le cadre du Règlement de Passation des Marchés de la Banque (Juillet 2016, révisé en novembre 2017 et Août 2018 et novembre 2020). La Cellule Passation des marchés du UGP/BCPENA a une expérience en matière de gestion des plaintes.

4 Analyse du marché

4.1 Dynamique du secteur du marché

L'expérience montre qu'il existe au niveau national un marché des PME/PMI pour les acquisitions de fournitures et équipements (les travaux de construction ne sont pas éligibles dans la composante Assistance Technique). Cependant, ce marché présente des faiblesses.

Les Services de Consultants : les cabinets et consultants spécialisés dans le domaine de l'éducation sont assez rares sur le marché national, une recherche sur le marché sous régional et international pourrait atténuer les risques.

Cette faiblesse nationale au niveau du marché de consultant, entraîne souvent : (i) l'infructuosité des résultats des AMI, des coûts additionnels des republications des avis, (ii) le recours à des consultants internationaux, ce qui en entraîne des coûts importants dans les contrats de consultance.

Les Fournitures et Equipements : des entreprises opérant dans le domaine des biens et services sont présentes sur le marché national. Le niveau de concurrence pourrait être qualifié de parfaite car en effet, il existe de nombreuses PME/PMI avec des capacités limitées et très peu de grands fournisseurs. Cependant, l'on ne peut dire que cela constitue un risque majeur pour le projet.

Les Travaux : Cet aspect n'est pas éligible dans le cadre de la composante Assistance Technique du programme.

4.2 Tendances en matière d'approvisionnement

Les tendances en matière d'approvisionnement sont en ce qui concerne :

- l'acquisition de fournitures et équipements, l'approche préconisée est généralement la Demande de Cotations / Consultation Fournisseurs, donc une recherche nationale et restreinte et ce , compte tenu des montant très faibles des besoins en fournitures et équipements de la Composante FPI
- pour l'acquisition de Services autres que services de consultants l'approche préconisée est la Demande de Propositions/Demande d'offres de services au niveau national et restreinte.
- le recrutement des consultants se fera également à travers une compétition ouverte de préférence sur le marché national et le marché sous régional et exceptionnellement sur le marché international. Quelques activités spécifiques telles que la sélection du personnel de l'AT pourraient se faire par sélection directe.

4.3 Conclusions clés

L'analyse du marché basée sur les informations obtenues des annuaires professionnels, internet et des bases de données du Portefeuille des Projets Banque mondiale révèle un marché de fournisseurs de biens et de services existant au niveau national. Bien entendu, ces fournisseurs de biens et de services n'ont pas toujours de capacités techniques et financières solides, mais le marché existe.

- **les fournitures et équipements** : l'on ne peut dire que cela constitue un risque majeur pour la Composante FPI.
- **les Services autres services de consultant (Services Assimilés)** : Ces services ne constituent aucun risque majeur pour la Composante.
- **Les Services de Consultants** : On pourrait conclure que le marché national des consultants n'est pas dynamique surtout dans le domaine de l'Education Nationale.
- **Les Travaux** : les travaux ne sont pas éligibles dans le cadre de la composante Assistance Technique du programme.

Enfin, dans la mise en œuvre de la composante Assistance Technique du programme, les activités seront exécutées sous forme de marchés. (Cf. liste figurant en annexe).

La répartition des activités à marché se présente comme suit :

- Services de Consultants pour les appuis au MENA pour environ 73% % en valeur monétaire
- Acquisition de Fournitures pour environ 17 % en valeur monétaire
- Services autres que services de consultants pour environ 10 % en valeur monétaire

L'analyse Pareto fait apparaître que 37 activités à marchés sur 63 ont une valeur cumulée de 73% % du PPM. Ces trente-sept (37) activités concernent spécifiquement des marchés de services de consultants pour apporter des appuis aux Directions Centrales du MENA. Ces marchés ne présentent pas de haut niveau de criticité égale à 8 (le plus haut niveau de criticité du PPM). Cependant ces marchés exigent un certain nombre de précautions. En effet, en ce qui la Sélection de Consultants Individuels (Facilitateurs communautaire) pour l'accompagnement de l'alphabétisation familiale, le seul facteur de risque pourrait être la disponibilité de ressources humaines qualifiées au niveau local. Cependant, il faut noter que ce personnel existe au niveau national (base de données du PUAEB et du PAPSE).

En ce qui concerne la sélection de Consultants individuels et la sélection de Cabinets pour des appuis aux Directions Centrales du MENA, les principaux facteurs de risque seraient la non disponibilité de ces Consultants Individuels et de ces Cabinets sur le marché national (absence d'expérience/ expertises pertinentes du personnel, bonne connaissance du terrain, etc.) les délais de mise en œuvre, la mise à disposition dans les temps des Termes de référence, la qualité des Termes de référence et le coût de rémunération des Cabinets dans l'hypothèse où nous serions obligés d'aller à l'international.

Toutefois, il est important de relever qu'outre les lignes à marché listées dans le PPSD pour les cinq années de mise en œuvre du Programme estimé à ce stade à 6,55 millions de USD, il faudrait rajouter les charges de fonctionnement du BCPENA qui comprend la masse salariale du personnel et les autres charges de fonctionnement.

La masse salariale annuelle brute est estimée à 1,08 millions USD soit 5,4 millions USD pour les 5 ans et 1,620 millions pour les 18 premiers mois. Quant aux autres charges de fonctionnement, elles sont estimées à 413 000 USD /année soit 2,1 millions USD pour les cinq (5) années de mise en œuvre.

L'ensemble des activités planifiées à ce stade est estimé à 14 millions de USD sur les 20 millions prévus. Deux millions USD constituent les réserves contre les pertes de change et 4 millions USD sont réservés pour les imprévus qui prennent en compte les activités qui pourraient être déclenchées dans le cadre de l'Assistance et qui ne peuvent être déterminées à ce stade de la préparation du Programme.

4.4 Analyse SWOT

La matrice SWOT ci-dessous présente la synthèse des points clés :

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> • Expérience de l'équipe projet acquise dans le cadre du PUAEB et PAPSE : • Capacité fiduciaire et de passation des marchés (formation sur les thématiques : élaboration d'un PPSD, le nouveau cadre Achat de la Banque Mondiale, la gestion des contrats, etc.) • Existence d'une importante base de données fournisseurs. • Bonne connaissance du Secteur de l'Education 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible capacité des directions centrales du MENA à formuler de façon claire et précise leurs besoins, à produire des TDRs et à respecter les plannings et les budgets. • Faiblesse du marché de consultants au niveau national
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un tissu d'entreprises locales, • Participation des Directions Centrales dans la préparation du Programme 	<ul style="list-style-type: none"> • Résurgence de la Pandémie à Corona virus qui pourraient entrainer des restrictions de déplacement des consultants internationaux, l'impossibilité d'organiser les ateliers de renforcement des capacités et une inflation des prix sur le marché pouvant entrainer des dépassements de budget ; • la réticence des consultants à intervenir en Côte d'Ivoire et /ou l'inaccessibilité à toutes les communautés bénéficiaires s en raison des contraintes saisonnières et de sécurité (risque de menaces djihadistes au niveau de la zone frontalière du nord de la Cote d'Ivoire) • Les tensions liées aux prochaines échéances électorales qui pourraient entrainer une perturbation de la planification des activités • La persistance de la crise en Ukraine qui entraine une inflation au niveau des fournitures

A la suite de ces éléments, nous précisons l'analyse des risques inhérents au projet (point 3.) et l'impact sur les stratégies achats préconisées (points 4. & 5.)

4.5 Analyse des risques liés à la passation des marchés

L'acquisition des fournitures et équipements ne présente pas un niveau de risque substantiel. Quant aux travaux de construction, cet aspect n'est pas éligible dans le cadre de la composante Assistance Technique du programme.

Le tableau ci-dessous présente les risques éventuels des différents marchés ainsi que les mesures d'atténuation permettant de les ramener à un niveau modéré :

Description du risque	Description des mesures d'atténuation envisagées	Détenteur du risque
Problème de fiabilité des fournisseurs nationaux, en termes de compétences techniques, de disponibilité des matériels mobilisés, de profils disponibles et de solidité financière	Sécurisation des spécifications techniques par l'intégration des critères techniques de préqualification et sélection préconisée par les entités expertes (renforcement des DAO). Aménagement des conditions de règlement pour compenser au mieux les avances de fonds réalisées par les fournisseurs.	Entreprises
Sous-estimation financière des offres par les soumissionnaires. Risque d'offres trop basses qui mettent en difficultés les attributaires dans la phase d'exécution des marchés	Mise en place de critères stricts dans les dossiers de consultation/appel d'offres et qualification (application du principe de l'offre anormalement basse et de l'offre anormalement haute).	Entreprises
La mauvaise description des fournitures et des termes de références lors du montage du Dossier d'appel d'offres ou de Demande de propositions/cotations	Impliquer, chaque fois, les services techniques et les bénéficiaires dans le montage des dossiers. Pour des dossiers techniquement complexes, solliciter les experts du MENA ou autres experts pour leur appui dans l'élaboration des termes de référence ou des spécifications techniques	Direction du MENA
Le retard dans le délai de livraison/exécution qui risquerait de jouer sur le calendrier des activités	Suivi régulier de l'état d'avancement de l'exécution des marchés/contrats par des réunions entre le prestataire, la coordination du projet et les autres intervenants dans le processus de réalisation/d'acquisitions Prévision et application stricte des pénalités de retard.	Entreprises
Compétence limitée du Consultant	Une analyse minutieuse du curriculum vitae fait par le Comité en charge du recrutement. Soutien élargi de la BIRD lors de l'évaluation des candidatures lors de la demande d'ANO.	UGP/BCPENA
La mauvaise description des compétences requises lors du montage des TDR	Impliquer toutes les Directions centrales du MENA dans la description des compétences requises. Revue préalable des TDR par la BIRD pour approbation	Directions du MENA

Faible attractivité du marché local	Publication dans UNDB online indépendamment du montant du contrat	UGP/BCPENA
Non disponibilité éventuelle de consultants locaux compétents	Compétition ouverte (possibilité pour les consultants étrangers de postuler)	UGP/BCPENA
Le retard dans le paiement des factures des fournisseurs.	Les dossiers financiers seront traités à temps et le comptable en charge du projet fera un suivi régulier sur la chaîne de paiement.	UGP/Chaîne de paiement

5 Objectifs de la Passation des marchés

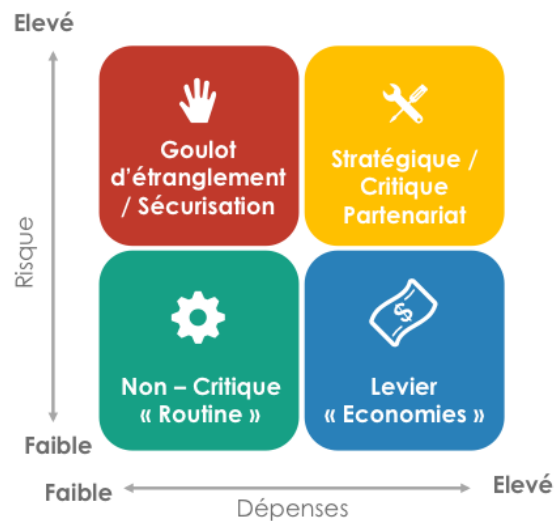
- Mieux répondre aux besoins des structures du MENA pour atteindre les résultats, tout en veillant au respect des Règlements de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) et des règles nationales de passation des marchés.
- Sélectionner les Consultants Internationaux et Nationaux présentant les meilleurs profils en termes de compétence et d'expertises.
- Acquérir aux meilleurs rapports qualité-coût, les fournitures et les services en vue d'optimiser les ressources disponibles.

5.1 Approche de la passation des marchés recommandée pour le Projet :

Comme nous l'avons évoqué auparavant, les stratégies préférentielles qui vont être exposées découlent d'une analyse croisée des montants des marchés (considérés au regard du montant total des marchés pour le projet) avec le niveau de criticité des risques évalués.

Pour mémoire, cette analyse permet de positionner les différents marchés au sein d'une matrice qui souligne :

- **Les marchés à caractère stratégique**, qui constitueront la priorité pour l'équipe projet et nécessiteront des approches achats favorisant les coopérations avec les fournisseurs (et/ou les communautés le cas échéant)
- **Les marchés de sécurisation**, nécessitant une priorité de la stratégie d'achats vers la garantie d'un achat/approvisionnement livré en qualité et quantité dans les délais pour ne pas affecter le bon déroulement du projet,
- **Les marchés d'économies**, sur lesquels les mises en concurrence des acteurs doivent permettre de réaliser des gains en termes de coût au bénéfice du projet,
- **Les marchés "non-critiques"** qui doivent pouvoir être traités simplement et efficacement en mobilisant un minimum de temps et de ressources au niveau de l'équipe projet.



Positionnement stratégique Achats et préconisations de stratégies de passation de marché	Ligne à marchés
<i>Marchés à caractère stratégique</i>	Le Projet n'a aucun marché à caractère stratégique
<i>Marchés de sécurisation</i>	Le Projet n'a aucun marché à caractère stratégique
<i>Marchés d'économies</i>	Le Projet n'a aucun marché à caractère stratégique
<i>Marchés "non-critiques"</i>	Tous les marchés concernent des activités pouvant être traitées simplement et efficacement en mobilisant un minimum de temps et de ressources au niveau de l'équipe projet.

1. Stratégie préférentielle (Arrangement privilégié) pour les activités à faible valeur et à faible risque (le cas échéant) cf. Fichier Excell



Resume PPSD Projet
PforR_03112022 - PA

2. Analyse des activités de la Composante FPI

Marchés				
	Valeurs			
Étiquettes de lignes	Somme sur Total en USD	NB sur Catégorie de Marché	% en valeurs	% en nbre de marchés
Fournitures	471 656	12	21%	22%
Services de Consultants	1 232 567	20	55%	36%
Services Assimilés	526 470	23	24%	42%
Total général	2 230 692	55	100%	100%

Fonctionnement

Étiquettes de lignes	Valeurs			
	Somme sur Total en USD	NB sur Catégorie de Marché	% en valeurs	% en nbre de marchés
Masse salariale	1 232 567	22	36%	35%
Charges de Fonctionnement (Activités à marché selon procédures nationales)	998 125	35	29%	56%
Location des bureaux du siège	197 015	1	6%	2%
Eau & Electricité	127 644	1	4%	2%
Frais bancaire	8 955	1	0%	2%
Autres: Ateliers	749 269	1	22%	2%

Autres: Missions	89 555	1	3%	2%
Total général	3 403 130	62	100%	100%

3. Plan de Passation des Marchés des 18 premiers mois

1. Fournitures et Equipements

1. Fournitures et Equipements

Réf . No.	Description des fournitures	Montant Estimatif (USD)	Catégorie	Type d'Examen de la Banque	Approches du marché	Méthode de passation des marchés	Méthode d'évaluation envisagée
1	Acquisition de 6 motos pour les Facilitateurs Superviseurs	21 999	Fournitures et Équipements	A Posteriori	Limité/National	Demande de Cotations (DC)	Cout évalué le moins disant
2	Acquisition de Fournitures et de matériels techniques Année 1	100 000	Fourniture	A Posteriori	Limité/National	Demande de Cotations (DC)	Cout évalué le moins disant
3	Acquisition de carte mémoire pour la diffusion des capsule et vidéo d'éducation familiale	7 000	Fourniture	A Posteriori	Limité/National	Demande de Cotations (DC)	Cout évalué le moins disant
4	Acquisition de Fournitures pour les Agents Alphabétiseurs du Pré-pilote	7 000	Fourniture	A Posteriori	Limité/National	Demande de Cotations (DC)	Cout évalué le moins disant
5	Achat de matériels informatiques et Techniques pour la Task Force	50 000	Fourniture	A Posteriori	Limité/National	Demande de Cotations (DC)	Cout évalué le moins disant
6	Acquisition d'un véhicule de type 4X4 pour la Task Force	66 666	Fournitures	A Posteriori	Limité/National	Demande de Cotations (DC)	Cout évalué le moins disant
7	Acquisition de Carburant pour les opérations des Directions du MENA	66 666	Fournitures	A Posteriori	Limité/National	Demande de Cotations (DC)	Cout évalué le moins disant
8	Achat de Fournitures pour les ateliers des Directions du MENA	16 666	Fournitures	A Posteriori	Limité/National	Demande de Cotations (DC)	Cout évalué le moins disant
Sous-Total Marchés de Fournitures		335 997					

2. Services assimilés

Réf. No.	Description des Services	Montant Estimatif (USD)	Catégorie	Type d'Examen de la Banque	Approches du marché	Méthode de passation des marchés	Méthode d'évaluation envisagée
1	Réalisation de capsules vidéo relatives à l'alphabétisation familiale	233 333	Services autres que services de consultants	A Posteriori	Ouvert/National	Demande de cotations	Coût évalué le moins disant
2	Contrat avec 20 radios locales pour assurer la diffusion des capsules vidéo dans les zones d'intervention pilote	120 000	Services autres que services de consultants	A Posteriori	Ouvert/National	Demande de cotations	Coût évalué le moins disant
3	Reproduction de rapports et supports de communication pour la revue conjointe	6 667	Services autres que services de consultants	A Posteriori	Limité/National	Demande de Cotations	Coût évalué le moins disant
4	Acquisition et installation du Logiciel Comptable TomPRO Multi projet	50 000	Services autres que services de consultants	A Posteriori	Limité/National	ED avec Agosoft - Demande de proposition/négociation. Il s'agit ici de la firme qui représente à titre exclusif TOMAT qui fournit le logiciel comptable utilisé sur tous les projet de la Banque	Coût le plus bas

5	Maintenance logiciel de comptabilité et de gestion	2 000	Services autres que services de consultants	A Posteriori	Limité/National	ED avec Agosoft - Demande de proposition/négociation . Il s'agit ici de la firme qui représente à titre exclusif TOMAT qui fournit le logiciel comptable utilisé sur tous les projet de la Banque	Coût
6	Conception et Reproduction des support du Module d'Alphabétisation	20 160	Services autres que services de consultants	A Posteriori	Limité/National	Demande de cotations	Cout évalué le moins disant
7	Edition et Reproduction des Documents Pédagogiques (syllabaires, calculaires, manuels et guides)	22 800	Services autres que services de consultants	A Posteriori	Limité/National	Demande de cotations	Cout évalué le moins disant
8	Conception et Reproduction des Planches du Module d'Alphabétisation	25 334	Services autres que services de consultants	A Posteriori	Limité/National	Demande de Cotations	Cout évalué le moins disant
9	Edition et Reproduction du Document de la SNA	16 666	Services autres que services de consultants	A Posteriori	Limité/National	Demande de cotations	Cout évalué le moins disant
10	Acquisition d'un d'archivage électronique et de gestion des données y compris acquisition du matériel	100 166	Services autres que services de consultants	A Posteriori	Limité/National	Demande de Cotations	Cout évalué le moins disant
11	Reproduction de 41 Cartes des DRENA et des deux Districts	3 942	Services autres que services de consultants	A Posteriori	Limité/National	Demande de Cotations	Cout évalué le moins disant

12	Édition et Reproduction du Code de l'Education en CI	12 500	Services autres que services de consultants	A Posteriori	Limité/National	Demande de Cotations	Cout évalué le moins disant
Sous-Total Marchés de Services autre Services de Consultants		613 568					

3. Services de Consultants

Ré f. No .	Description des Prestations	Montant Estimatif (USD)	Catégorie	Type d'Examen de la Banque	Approches du marché	Méthode de passation des marchés	Méthode d'évaluation envisagée
1	Recrutement d'un Cabinet pour l'élaboration des outils didactique d'une alphabétisation familiale et nutrition	133 333	Services de Consultants	A Posteriori	Ouvert/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant
2	Recrutement de 6 Facilitateurs Superviseurs pour la formation et le suivi de l'alphabétisation familiale dans les localités du pilote	50 000	Services de Consultants	A Posteriori	Ouvert/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant
3	Pilote module d'alphabétisation - Sélection de Consultants Individuel (Facilitateurs communautaire) pour : Accompagnement et renforcement des capacités des communautés	55 833	Services de Consultants	A Posteriori	Ouvert/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant
4	Recrutement d'un consultant individuel pour la révision de la stratégie nationale d'Alphabétisation (SNA) et l'élaboration du Programme National d'Alphabétisation Familiale et Nutrition (PNAFN)	74 400	Services de Consultants	A Posteriori	Ouvert/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant

5	Recrutement d'un consultant /cabinet en appui à la DSPES pour Renforcer l'outil carte scolaire en intégrant des interfaces additionnelles	116 667	Services de Consultants	A Posteriori	Ouvert/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant
6	Recrutement d'un Consultant international pour appuyer la DPFC/MENA afin de Finaliser la PNAPAS & la SNAPAS	58 334	Services de Consultants	A Posteriori	Ouvert/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant
7	Recrutement de consultants pour réaliser des études à la demande du Secrétariat d'appui et de coordination du PforR	74 445	Services de Consultants	A Posteriori	Limité/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant
8	Recrutement de plusieurs Consultants pour réaliser des études identifiés par la Task Force	186 111	Services de Consultants	A Posteriori	Ouvert/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant
9	Recruter un Consultant Individuel pour appuyer le MENA à finaliser le mécanisme institutionnel des COPs y compris la formation des usagers	58 334	Services de Consultants	A Posteriori	Ouvert/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant
10	Recruter un Consultant pour réaliser une Etude sur la politique linguistique de la Côte d'Ivoire dans l'éducation	33 334	Services de Consultants	A Posteriori	Ouvert/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant
11	Recruter un Cabinet pour réaliser une Etude sur la stratégie d'enseignement à distance et l'utilisation des nouvelles technologies pour l'enseignement en Côte d'Ivoire	163 819	Services de Consultants	A Posteriori	Ouvert/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant
12	Recruter un Consultant Individuel pour réaliser une Etude sur la politique du livre en - CI	33 334	Services de Consultants	A Posteriori	Ouvert/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant
13	Recruter un Consultant individuel pour appuyer le MENA à réaliser un Code de l'éducation CI	75 000	Services de Consultants	A Posteriori	Ouvert/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant

14	Recruter un Consultant pour réaliser une Etude sur la faisabilité et les options pour la mise en œuvre de fonds commun pour l'éducation	33 334	Services de Consultants	A Posteriori	Ouvert/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant
15	Consultant Vérificateur Indépendant : Consultant Individuel pour ILD 6 (pour 4 ans)	66 666	Services de consultants	A Posteriori	Ouvert/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant
16	Consultant Vérificateur Indépendant : Sélection d'un Cabinet pour les ILD 1, 2, 4, 5 et 9 (pour 5 ans)	416 666	Services de Consultants	A Posteriori	Ouvert/National	AMI - Sélection Fondée sur la Qualité et le Cout (SFQC)	Qualité et Cout
17	Consultant Vérificateur Indépendant : Sélection d'un Cabinet pour les ILD 3, 7 et 8 (pour 5 ans)	333 333	Services de Consultants	A Posteriori	Ouvert/National	AMI - Sélection Fondée sur la Qualité et le Cout (SFQC)	Qualité et Cout
18	Sélection d'un Cabinet d'Expertise Comptable pour la réalisation de l'Audit externe du Projet pour les exercices 2023 et 2024	38 333	Services de Consultants	A Posteriori	Ouvert/National	AMI - Sélection Fondée sur la Qualité et le Cout (SFQC)	Qualité et Cout
19	Recrutement d'un Consultant Chercheur International pour la réalisation de l'étude d'Impact du Programme 2023_2027	125 000	Services de Consultants	A Posteriori	Limité/National	ED Bastian Michel. Il s'agit du Chercheur qui travaille sur l'évaluation d'impact du PAPSE. Pas d'honoraires uniquement coûts d'opérations (missions et déplacement). En le gardant, le Programme minimise les coûts et les recherches conduites sont plus intéressantes puisque l'observations se	Qualification du Consultant

						fait à moyen et long terme.	
20	Sélection d'un Cabinet pour le développement de quatre (4) applicatifs : (i) Observation de classe et Analyse de données, (ii) Distribution des Manuels (iii) Suivi de la Formation des Enseignants (iv) Visites médicales	111 166	Services de Consultants	A Posteriori	Limité/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant
21	Sélection d'un Consultant Individuel pour l'élaboration du cadre de Fonctionnement et du Manuel du SACRE	41 666	Services de Consultants	A Posteriori	Limité/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant
22	Sélection d'un Consultant Individuel pour l'élaboration du cadre de Fonctionnement et du Manuel du BCPENA	41 666	Services de Consultants	A Posteriori	Limité/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant
23	Sélection d'un Cabinet pour actualiser les Plans architecturaux des deux CAFOP à réaliser	83 333	Services de Consultants	A Posteriori	Limité/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant
24	Sélection d'un Spécialiste en Economie de l'Education au profit de la Task Force	326 834	Services de Consultants	A Posteriori	Limité/National	ED avec KOUAKOU Noel, actuellement en poste avec la TF et dont la performance a été jugée satisfaisante par le Coordonnateur de la TF	Qualification du Consultant

25	Sélection d'un Spécialiste en Economie de l'Education au profit de la Task Force	351 500	Services de Consultants	A Posteriori	Limité/National	ED avec TOTI Aristide actuellement en poste avec la TF et dont la performance a été jugée satisfaisante par le Coordonnateur de la TF	Qualification du Consultant
26	Sélection d'un Consultant Individuel pour élaborer le document d'orientation pour le titrement des parcelles dédiées aux édifices scolaires y compris la procédure d'acquisition desdites parcelles.	29 666	Services de Consultants	A Posteriori	Limité/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant
27	Sélection d'un Cabinet d'Expertise Comptable pour la réalisation de l'Audit externe du Projet pour les exercices 2025	25 000	Services de Consultants	A Posteriori	Ouvert/National	AMI - Sélection Fondée sur la Qualité et le Cout (SFQC)	Qualité et Cout
28	Sélection d'un Cabinet d'Expertise Comptable pour la réalisation de l'Audit externe du Projet pour les exercices 2026	25 000	Services de Consultants	A Posteriori	Ouvert/National	AMI - Sélection Fondée sur la Qualité et le Cout (SFQC)	Qualité et Cout
29	Sélection d'un Cabinet d'Expertise Comptable pour la réalisation de l'Audit externe du Projet pour les exercices 2027	25 000	Services de Consultants	A Posteriori	Ouvert/National	AMI - Sélection Fondée sur la Qualité et le Cout (SFQC)	Qualité et Cout
30	Sélection d'un Cabinet d'Expertise Comptable pour la réalisation de l'Audit externe du Projet pour les exercices 2028	25 000	Services de Consultants	A Posteriori	Ouvert/National	AMI - Sélection Fondée sur la Qualité et le Cout (SFQC)	Qualité et Cout
31	Sélection d'un Assistant Comptable auprès de la DAF du MENA	115 858	Services de Consultants	A Posteriori	Limité/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant

32	Sélection d'un Cabinet pour l'élaboration d'un Système de Planification et de Suivi et Evaluation du Programme	116 667	Services de Consultants	A Posteriori	Limité/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant	
33	Sélection d'un Consultant Individuel-Planificateur à temps partiel pour accompagner le MENA dans le cadre de la mise en œuvre du PTBA	30 000	Services de Consultants	A Posteriori	Limité/National	ED avec TIAN BI Rodolphe, actuellement consultant en charge de l'accompagnement du MENA pour l'élaboration du PTBA du PRSEP .	Qualification du Consultant	
34	Sélection d'un Consultant Individuel en appui à la DAF/MENA pour l'élaboration d'un Manuel de Contrôle de Gestion des Directions Techniques et Régionales du MENA	58 334	Services de Consultants	A Posteriori	Limité/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant	
35	Sélection d'un Cabinet pour la collecte des données comptant pour la Baseline du PRSEP	250 000	Services de Consultants	A Posteriori	Limité/National	AMI - Sélection Fondée sur la Qualité et le Cout (SFQC)	Qualité et Cout	
36	Sélection d'un Cabinet pour la Formation des Directions du MENA sur la Gestion Axée sur les Résultats _ GAR	150 000	Services de Consultants	A Posteriori	Limité/National	AMI -Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)	Qualification du Consultant	
Sous-Total Marchés de Services de Consultants		3 932 966						

PROCUREMENT PLAN
Cote d'Ivoire : Côte d'Ivoire Strengthening Primary Education System Operation

General Information
Country: Cote d'Ivoire **Bank's Approval Date of the Original Procurement Plan:** 2023-05-12
Revised Plan Date(s): (comma delineated, leave blank 2023-05-12)
Project ID: P177800 **GPN Date:**
Project Name: Côte d'Ivoire Strengthening Primary Education System Operation
Loan / Credit No.: IDA / 72560
Executing Agency: Bureau de Coordination des Programmes Education Nationale et Alphabétisation

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Procurement Process	Prequalification (Y/N)	High SEA/SH Risk	Procurement Document Type	Estimated Amount (US\$)	Actual Amount (US\$)	Process Status	Draft Pre-qualification Documents		Prequalification Evaluation Report		Draft Bidding Document / Justification		Specific Procurement Notice / Invitation		Bidding Documents Issued		Proposal Submission / Opening / Minutes		Bid Evaluation Report and Recommendation for Award		Signed Contract		Contract Completion
													Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Procurement Process	Prequalification (Y/N)	Estimated Amount (US\$)	Actual Amount (US\$)	Process Status	Draft Pre-qualification Documents		Prequalification Evaluation Report		Draft Bidding Document / Justification		Specific Procurement Notice / Invitation		Bidding Documents Issued		Proposal Submission / Opening / Minutes		Bid Evaluation Report and Recommendation for Award		Signed Contract		Contract Completion
											Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	
CI-BCPENA-352896-GO-RFQ / Acquisition de 6 motos pour les Facilitateurs Superviseurs	IDA / 72560		A posteriori	Demande de prix	Limited	Single Stage - One Envelope		21,999.00	0.00	En attente d'exécution								2023-05-16							2023-06-24	2023-07-08	
CI-BCPENA-352908-GO-RFQ / Acquisition de Fournitures et de matériels techniques (Année 1)	IDA / 72560		A posteriori	Demande de prix	Limited	Single Stage - One Envelope		100,000.00	0.00	En attente d'exécution								2023-10-21							2023-11-17	2023-12-01	
CI-BCPENA-358381-GO-RFQ / Acquisition de Fournitures de bureau pour les Agents Alphabétiseurs du Pré-pilote	IDA / 72560		A posteriori	Demande de prix	Limited	Single Stage - One Envelope		7,000.00	0.00	En attente d'exécution								2024-01-21							2024-02-19	2024-03-05	

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Procurement Process	Prequalification (Y/N)	Estimated Amount (US\$)	Actual Amount (US\$)	Process Status	Draft Pre-qualification Documents		Prequalification Evaluation Report		Draft Bidding Document / Justification		Specific Procurement Notice / Invitation		Bidding Documents Issued		Proposal Submission / Opening / Minutes		Bid Evaluation Report and Recommendation for Award		Signed Contract		Contract Completion	
											Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual		
CI-BCPENA-352919-NC-RFB / Conception et réalisation de capsules vidéo relatives à l'alphabétisation familiale	IDA / 72560		A posteriori	Appel d'offres	Open - National	Single Stage - One Envelope		233,333.00	0.00	En attente d'exécution					2023-05-01			2023-05-06							2023-06-05	2023-07-05	2023-08-09	2023-11-07
CI-BCPENA-352934-NC-RFQ / Reproduction de rapports et supports de communication pour la revue conjointe	IDA / 72560		A posteriori	Demande de prix	Limited	Single Stage - One Envelope		6,667.00	0.00	En attente d'exécution								2023-07-06							2023-08-02	2023-08-17		
CI-BCPENA-352949-NC-DR / Maintenance logiciel de comptabilité et de gestion	IDA / 72560		A posteriori	Passation de marché de gré à gré	Direct - National			2,000.00	0.00	En attente d'exécution					2023-05-15			2023-05-20							2023-06-27	2024-06-26		
CI-BCPENA-359131-NC-RFQ / Fourniture de carburant pour les opérations des directions du MENA	IDA / 72560		A posteriori	Demande de prix	Limited	Single Stage - One Envelope		66,666.00	0.00	En attente d'exécution								2024-02-27							2024-03-27	2024-04-11		
CI-BCPENA-359136-NC-RFQ / Conception et reproduction des supports du module d'alphabétisation	IDA / 72560		A posteriori	Demande de prix	Limited	Single Stage - One Envelope		20,160.00	0.00	En attente d'exécution								2023-07-09							2023-08-07	2023-08-22		
CI-BCPENA-359140-NC-RFQ / Editions et reproduction des documents pédagogiques (syllabaire calculaires, manuels et guide)	IDA / 72560		A posteriori	Demande de prix	Limited	Single Stage - One Envelope		22,800.00	0.00	En attente d'exécution								2024-01-15							2024-02-13	2024-02-28		
CI-BCPENA-359143-NC-RFQ / Conception et reproduction des planches du Module d'Alphabétisation	IDA / 72560		A posteriori	Demande de prix	Limited	Single Stage - One Envelope		25,334.00	0.00	En attente d'exécution								2023-06-21							2023-07-20	2023-08-04		
CI-BCPENA-359226-NC-RFQ / Reproduction de 41 cartes de DRENA et des deux districts	IDA / 72560		A posteriori	Demande de prix	Limited	Single Stage - One Envelope		3,942.00	0.00	En attente d'exécution								2023-09-18							2023-10-17	2023-11-01		
CI-BCPENA-359268-NC-RFQ / Edition et reproduction du code de l'Éducation en CI	IDA / 72560		A posteriori	Demande de prix	Limited	Single Stage - One Envelope		12,500.00	0.00	En attente d'exécution								2023-07-25							2023-08-23	2023-09-07		
CI-BCPENA-359444-NC-RFQ / Acquisition de fournitures de bureau et matériels techniques pour les ateliers des directions du MENA	IDA / 72560		A posteriori	Demande de prix	Limited	Single Stage - One Envelope		16,666.00	0.00	En attente d'exécution								2023-08-27							2023-09-25	2023-10-10		
CI-BCPENA-359445-NC-RFQ / Edition et reproduction du document de la OMA	IDA / 72560		A posteriori	Demande de prix	Limited	Single Stage - One Envelope		16,666.00	0.00	En attente d'exécution								2023-06-12							2023-07-11	2023-07-25		

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Contract Type	Estimated Amount (US\$)	Actual Amount (US\$)	Process Status	Terms of Reference		Expression of Interest Notice		Short List and Draft Request for Proposals		Request for Proposals Issued		Opening of Technical Proposals / Minutes		Evaluation of Technical Proposal		Combined Evaluation Report and Draft Negotiated Contract		Signed Contract		Contract Completion	
										Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual
CI-BCPENA-352968-CS-COS / Sélection d'un cabinet pour la conception d'un module d'alphabétisation familiale, intégrant l'acquisition de compétences de base, la sensibilisation à la nutrition, au développement cognitif du jeune en tant qu'aux violences basées	IDA / 72560		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		133,333.00	0.00	En attente d'exécution	2023-05-08		2023-05-22		2023-06-20									2023-07-11	2023-08-15	2023-11-13		

CI-BCPENA-353026-CS-CQS / Sélection d'un cabinet en appui à la DSPES pour Renforcer l'outil carte scolaire en intégrant des interfaces additionnelles	IDA / 72560		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		116,667.00	0.00	En attente d'exécution	2023-04-21	2023-05-05	2023-05-22						2023-06-05	2023-07-10	2023-10-08
CI-BCPENA-353300-CS-CQS / Sélection d'un Cabinet dans le but d'appuyer le MENA pour la finalisation du mécanisme institutionnel des COPs	IDA / 72560		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		58,334.00	0.00	En attente d'exécution	2023-05-10	2023-05-24	2023-06-17						2023-06-27	2023-08-01	2023-09-30
CI-BCPENA-353046-CS-CQS / Sélection d'un Cabinet pour faciliter une Etude sur la stratégie d'enseignement à distance et l'utilisation des nouvelles technologies pour l'enseignement en Côte d'Ivoire	IDA / 72560		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		163,819.00	0.00	En attente d'exécution	2023-10-02	2023-10-23	2023-11-11						2023-11-25	2023-12-30	2024-02-28
CI-BCPENA-353282-CS-CQS / Sélection d'un Cabinet pour la réalisation d'une Etude sur la faisabilité et les options pour la mise en œuvre de fonds commun pour l'éducation	IDA / 72560		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		33,334.00	0.00	En attente d'exécution	2023-12-06	2023-12-27	2024-01-31						2024-02-21	2024-03-20	2024-06-08
CI-BCPENA-353059-CS-LCS / Sélection d'un cabinet pour l'élaboration de l'étude de faisabilité de l'Audit comptable et financier des exercices 2023 et 2024 du PRSEP	IDA / 72560		A posteriori	Sélection au moins le coût	Open - National		38,333.00	0.00	En attente d'exécution	2024-09-30	2024-10-21	2024-12-04			2025-01-01	2025-01-31		2025-03-07	2025-04-11	2025-06-10
CI-BCPENA-356833-CS-CQS / Sélection d'un cabinet vérificateur indépendant pour les ILD 1,2,4,5 et 9	IDA / 72560		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		83,333.00	0.00	En attente d'exécution	2023-05-02	2023-05-23	2023-06-20						2023-07-20	2023-08-24	2024-08-23
CI-BCPENA-356834-CS-CQS / Recrutement d'un cabinet vérificateur indépendant pour les ILD 3,7,8	IDA / 72560		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		66,667.00	0.00	En attente d'exécution	2023-05-02	2023-05-16	2023-06-20						2023-07-04	2023-08-08	2024-08-07
CI-BCPENA-356843-CS-INDV / Sélection d'un Cabinet pour le développement d'applicatifs pour (i) les observations de classes et d'analyse des données, (ii) la distribution des manuels et (iii) le suivi de la formation des enseignants	IDA / 72560		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		111,166.00	0.00	En attente d'exécution	2023-05-15	2023-05-16	2023-06-20						2023-07-11	2023-08-08	2023-09-07
CI-BCPENA-356846-CS-CQS / Sélection d'un cabinet pour l'élaboration d'un système de planification et de suivi évaluation pour le Programme y compris l'accompagnement du Programme (pendant 10 mois)	IDA / 72560		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		150,000.00	0.00	En attente d'exécution	2023-06-02	2023-06-23	2023-07-21						2023-08-11	2023-09-15	2023-12-14
CI-BCPENA-356852-CS-CQS / Sélection d'un cabinet pour l'élaboration du document national de référence de la régionalisation du recrutement des enseignants	IDA / 72560		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		106,032.00	0.00	En attente d'exécution	2023-05-04	2023-05-18	2023-06-11						2023-06-25	2023-07-23	2023-09-21
CI-BCPENA-359270-CS-CQS / Sélection d'un cabinet pour le développement de quatre applicatifs (observation des classes et analyse des données, distribution des manuels, suivi de la formation des enseignants, visites médicales)	IDA / 72560		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		111,166.00	0.00	En attente d'exécution	2023-05-10	2023-05-24	2023-06-17						2023-06-19	2023-07-24	2023-08-23
CI-BCPENA-359271-CS-CQS / Sélection d'un Cabinet pour qualifier les Plans architecturaux des deux CAFOP à réaliser	IDA / 72560		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		83,333.00	0.00	En attente d'exécution	2023-07-20	2023-08-03	2023-08-31						2023-09-21	2023-10-26	2024-01-24
CI-BCPENA-359287-CS-CQS / Sélection d'un cabinet pour l'élaboration d'un système de planification et de suivi et évaluation du programme	IDA / 72560		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		116,667.00	0.00	En attente d'exécution	2023-05-15	2023-05-29	2023-06-29						2023-07-20	2023-08-17	2023-10-16
CI-BCPENA-359291-CS-OCBS / Sélection d'un Cabinet pour la collecte des données comptant pour la BaseLine du PRSEP	IDA / 72560		A posteriori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - National		250,000.00	0.00	En attente d'exécution	2023-06-15	2023-07-06	2023-08-19			2023-09-16	2023-10-16		2023-11-20	2023-12-25	2024-02-23
CI-BCPENA-359292-CS-CQS / Sélection d'un Cabinet pour la formation des Directions du MENA sur la Gestion Axée sur les Résultats GAR	IDA / 72560		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		150,000.00	0.00	En attente d'exécution	2023-06-16	2023-06-30	2023-07-31						2023-08-21	2023-09-18	2023-11-17
CI-BCPENA-359437-CS-CQS / Recrutement d'un cabinet pour l'élaboration des outils didactiques d'une alphabétisation familiale et nutrition	IDA / 72560		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		133,333.00	0.00	En attente d'exécution	2023-05-10	2023-05-24	2023-06-21						2023-07-12	2023-08-09	2023-11-07

INDIVIDUAL CONSULTANTS																			
Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Contract Type	Estimated Amount (US\$)	Actual Amount (US\$)	Process Status	Terms of Reference		Invitation to Identify/Selected Consultant		Draft Negotiated Contract		Signed Contract		Contract Completion	
										Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual
CI-BCPENA-353017-CS-INDV / Recrutement de 6 Facilitateurs Superviseurs, pour la formation et le suivi de l'alphabétisation familiale dans les localités du pré-pilote	IDA / 72560		A posteriori	Individuel	Limited		50,000.00	0.00	En attente d'exécution	2023-05-08	2023-05-13	2023-05-23			2023-06-07			2024-06-06	

CI-BCPENA-353028-CS-INDV / Recrutement d'un Consultant international pour appuyer la DPEC, MENA, afin de Finaliser la PMAFAS & la SNAFAS	IDA / 72560	A posteriori	Individuel	Limited		58,334.00	0.00	En attente d'exécution	2023-05-04		2023-05-09		2023-05-19		2023-06-16		2023-08-15
CI-BCPENA-355527-CS-INDV / Sélection d'un consultant individuel pour réaliser une Etude sur la politique du livre en CI	IDA / 72560	A posteriori	Individuel	Limited		33,334.00	0.00	En attente d'exécution	2023-05-12		2023-05-17		2023-05-27		2023-06-20		2023-08-04
CI-BCPENA-356851-CS-INDV / Sélection d'un consultant individuel pour l'élaboration du document d'orientation pour le titrement des parcelles dédiées aux édifices scolaires, y compris la procédure pour l'acquisition des terrains	IDA / 72560	A posteriori	Individuel	Limited		28,803.00	0.00	En attente d'exécution	2023-07-03		2023-07-08		2023-07-22		2023-08-19		2023-09-28
CI-BCPENA-356856-CS-INDV / Sélection d'un consultant individuel pour l'élaboration du cadre de fonctionnement et du manuel de procédure du SACSE	IDA / 72560	A posteriori	Individuel	Limited		41,666.00	0.00	En attente d'exécution	2023-08-08		2023-08-13		2023-08-27		2023-09-20		2023-11-19
CI-BCPENA-356857-CS-INDV / Sélection d'un consultant individuel pour l'élaboration du cadre de fonctionnement et du manuel de procédure du BCPENA	IDA / 72560	A posteriori	Individuel	Limited		41,666.00	0.00	En attente d'exécution	2023-08-09		2023-08-14		2023-08-28		2023-09-21		2023-11-20
CI-BCPENA-358346-CS-INDV / Recrutement d'un consultant pour l'élaboration du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) du MENA	IDA / 72560	A posteriori	Individuel	Limited		16,990.00	0.00	En attente d'exécution	2023-05-17		2023-05-22		2023-06-05		2023-06-29		2023-07-29
CI-BCPENA-359276-CS-INDV / Recrutement d'un consultant individuel pour élaborer le document d'orientation pour le titrement des parcelles dédiées aux édifices scolaires, y compris la procédure d'acquisition desdites parcelles	IDA / 72560	A posteriori	Individuel	Limited		29,666.00	0.00	En attente d'exécution	2023-05-22		2023-05-27		2023-06-06		2023-07-04		2023-10-02
CI-BCPENA-359286-CS-INDV / Recrutement d'un assistant comptable auprès de la DAF du MENA	IDA / 72560	A posteriori	Individuel	Limited		23,568.00	0.00	En attente d'exécution	2023-05-08		2023-05-13		2023-05-23		2023-06-16		2024-06-15
CI-BCPENA-359290-CS-INDV / Sélection d'un Consultant individuel en appui à la DAF/MENA pour l'élaboration d'un Manuel de Contrôle de Gestion des Directions Techniques et Régionales du MENA	IDA / 72560	A posteriori	Individuel	Limited		58,334.00	0.00	En attente d'exécution	2023-05-18		2023-05-23		2023-06-06		2023-06-30		2023-07-30
CI-BCPENA-359439-CS-INDV / Recruter d'un consultant individuel pour réaliser la Mise à jour de la stratégie nationale d'alphabétisation et d'éducation non formelle	IDA / 72560	A posteriori	Individuel	Open - National		41,667.00	0.00	En attente d'exécution	2023-05-15		2023-06-17		2023-07-01		2023-07-29		2023-10-27